

**MESSAGE VIDEO DE SON EXCELLENCE MONSIEUR  
ANDRY RAJOELINA,  
PRESIDENT DE LA HAUTE AUTORITE DE TRANSITION DE  
MADAGASCAR**

**LORS DU SOMMET DE HAUT NIVEAU SUR LES CHANGEMENTS  
CLIMATIQUES  
22 septembre 2009, New York**

Mesdames et Messieurs,

Le changement climatique est un phénomène scientifique indéniable et irréversible. D'aucuns le savent, le temps et le climat influent sur presque toutes les activités humaines.

De même, l'impact des émissions de gaz à effet de serre est très imprévisible, puisque les évaluations scientifiques effectuées jusqu'à ce jour ne peuvent pas encore répondre aux problématiques découlant du changement climatique, et ce, du fait de sa complexité.

Nous avons à maintes reprises pu constater à quel point les dégâts dus au réchauffement planétaire sont énormes. Il nous faudrait donc agir sans plus attendre.

Mise à part la lutte menée contre la pandémie du Sida et le paludisme, les conséquences du réchauffement climatique sapent les efforts de développement pour réduire la pauvreté et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Bien qu'on dise que les Hommes naissent tous égaux, ils ne subissent pas de la même manière les effets dévastateurs du changement climatique. Les sécheresses accentuées, les phénomènes météorologiques extrêmes, les tempêtes tropicales et l'élévation du niveau de la mer sur une grande partie du globe, et de l'Afrique en particulier, sont autant de menaces dont les conséquences pourraient s'avérer catastrophique pour les générations futures.

Pour ce qui est de Madagascar, c'est une île très exposée et vulnérable aux aléas climatiques. Les cyclones comptent pour 65% des catastrophes encourues et affectent en moyenne 250.000 personnes et causent 50 millions de Dollars de dégâts par évènement. Nous subissons également les conséquences des inondations ainsi que des épisodes de sécheresse.

Ainsi, conformément au Plan d'action de Madrid de 2007, nous avons intégré la gestion des risques et l'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs socio-économiques clés comme l'agriculture, la pêche, les ressources en eau, le tourisme, avec une attention particulière à la prévention pour assurer un développement socio-économique durable.

Toutefois, à l'instar des autres pays en développement, nous manquons de moyens pour avoir accès aux technologies et aux informations nécessaires pour la prévisibilité climatique saisonnière et multiplier les possibilités d'adaptation notamment pour nos agriculteurs.

Des mesures appropriées ont également été prises par le Gouvernement pour préserver nos ressources de toute dégradation. Nous avons à cet effet ramené jusqu'à six millions d'hectares la superficie de nos Aires Protégées. Nous avons également renforcé la protection de nos massifs forestiers, amélioré la gestion de nos ressources forestières par l'intermédiaire des Projets REDD (Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation), amélioré la production et l'utilisation du Bois Energie (Carbonisation améliorée et Foyers économes) et enfin réduit les feux de brousse.

Dans le cadre de la Vision Durban, 50% des revenus générés par le REDD peuvent ainsi être utilisés pour financer les activités garantissant la réduction réelle de la déforestation et les 50% restants alloués au bénéfice des communautés locales.

Tout ceci résulte des engagements auxquels Madagascar a souscrits. Ce n'est donc pas la volonté politique qui manque mais ce sont les moyens qui nous font défaut.

J'aimerais saluer l'initiative louable et les efforts déployés par les Nations Unies, à travers le PNUD et le PNUE, et les autres acteurs du développement nationaux ou internationaux pour fournir des aides en vue de la réduction de notre vulnérabilité et à développer nos capacités dans plusieurs domaines, et ce à travers différents projets.

Pour terminer, je voudrais insister sur le fait que ce combat n'est pas le monopole des pays en développement puisque la planète entière est concernée. Toute la communauté internationale doit se mobiliser et s'entraider pour limiter les effets du changement climatique. Le compte à rebours pour le grand rendez vous de Copenhague a déjà été actionné et la date butoir s'approche. Nous avons une obligation de résultat pour déboucher à la fin de cette année à un nouvel accord équitable à la hauteur des défis lancés à Kyoto.

Je vous remercie.